



Ken Jones (dir.), L'école en Europe. Politiques néolibérales et résistances collectives

Pascal Fugier

► To cite this version:

Pascal Fugier. Ken Jones (dir.), L'école en Europe. Politiques néolibérales et résistances collectives . 2011. [hal-01672881](#)

HAL Id: hal-01672881

<https://hal.science/hal-01672881v1>

Submitted on 27 Dec 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Pascal Fugier, « Ken Jones (dir.), *L'école en Europe. Politiques néolibérales et résistances collectives* », *Lectures* [En ligne], Les comptes rendus, 2011, mis en ligne le 27 juin 2011. URL : <http://journals.openedition.org/lectures/5921>

1La traduction en français de cet ouvrage collectif initialement paru en 2008 sous le titre *Schooling in Western Europe: the New Order and its Adversaries*, constitue une contribution importante à l'analyse du processus de néolibéralisation des systèmes éducatifs dans lequel sont "embarquées" les nations de l'Europe occidentale (l'Allemagne, l'Angleterre, la Belgique, l'Espagne, la France et l'Italie, pour nous référer aux nationalités et aux terrains d'investigation de l'équipe de chercheurs réunis dans cet ouvrage). Plutôt que de réserver chaque chapitre à un spécialiste et une nation spécifique, le plan de l'ouvrage présente un véritable travail d'écriture collectif, dans lequel chaque auteur contribue au déploiement d'une problématique qui souligne les conditions sociales d'émergence d'un « nouvel ordre scolaire » corrélatif à l'eupéanisation de l'enseignement, tout en relevant les différentes singularités nationales par lesquelles ce néolibéralisme s'opère. L'autre nuance, déterminante, qui structure cet ouvrage est de rendre compte des résistances collectives à ce nouvel ordre scolaire, résistances qui sont là aussi conçues en tant que mouvement structurel et dans leurs singularités nationales.

2Le premier mérite de l'ouvrage consiste donc à relever et analyser "l'air de famille" qui transparaît entre les différentes politiques éducatives entreprises en Europe ces trois dernières décennies. On peut avancer que ses différentes nations connaissent une même « révolution conservatrice » de l'enseignement, qui voit se succéder à l'école humaniste « l'école du grand marché européen ». L'efficacité l'emporte alors sur la quête de sens, mais il ne faut pas entendre par là que les réformes de l'enseignement se réalisent au prix de la connaissance mais plutôt qu'elles instaurent une « économie de la connaissance », ainsi mise au service d'une idéologie managériale qui impose une nouvelle logique « faite d'"excellence", de "compétence", de "concurrence" et d'"efficacité" ». Parmi toutes les nations européennes explorées, l'Angleterre se révèle particulièrement comme l'analyseur de ces nouvelles politiques éducatives tant les différents événements qui marquent son système éducatif depuis l'ère Thatcher font transparaître les effets pervers et les ambiguïtés de ces politiques éducatives.

3Le premier chapitre de l'ouvrage retrace les principales vagues de réformes scolaires qu'ont connues les nations européennes depuis la période de l'après-guerre. Il est alors intéressant de noter le rôle central des différents États, que ce soit dans le cadre des réformes dites démocratiques (partant en quête d'une école "pour tous") ou désormais

dans celui des réformes libérales. En effet, alors qu'il est coutume d'opposer néolibéralisme et interventionnisme étatique, les auteurs démontrent que le nouvel ordre scolaire a surgi avec l'État (et non pas contre ou sans lui). Et c'est en l'occurrence par ses nombreux actes de « destruction créatrice » vis-à-vis de l'organisation du travail éducatif, des solidarités collectives au sein du corps enseignant et de son rapport subjectif au travail que l'État a pu créer « le cadre politique, social et légal favorisant l'expansion du néolibéralisme ». Les auteurs mettent aussi en évidence le fait que chaque vague de réforme est produite et productrice de rapports sociaux de force, empêchant ainsi leur pleine "réalisation". Les mouvements progressistes d'après-guerre se sont ainsi systématiquement affrontés à l'influence persistante des écoles élitistes (tels les *public schools* anglais) ou au système confessionnel (l'enseignement catholique). Ce qui a participé à l'échec relatif de ces politiques éducatives. Le coup de force des réformistes étant de nier leur participation à cet échec afin de justifier la nécessité d'une révolution conservatrice. Cela dit, l'existence de tels rapports de force ne doit pas laisser entendre que le néolibéralisme de l'enseignement est uniquement de l'ordre de l'imposition ou de la coercition. Au contraire, les auteurs dévoilent un long processus d'*adhésion* par lequel de nombreux élèves et étudiants intériorisent un certain nombre de normes, de valeurs, de manières de penser, bref un *habitus*, qui se trouve en affinité avec les principes de l'idéologie managériale (adaptabilité, employabilité, flexibilité...).

4L'Union Européenne a bien entendu joué un rôle déterminant dans ce processus de néolibéralisation. C'est ce que démontrent notamment les seconds et troisièmes chapitres, dans lesquels sont présentés les principaux instruments politiques et de recherche par lesquels les instances européennes affirment et transmettent un nouveau paradigme, celui du *new public management*. Ce sont ainsi à travers l'élaboration d'outils de concertation comme la MOC (méthode ouverte de coordination) par l'Union européenne, ainsi que la mise en place de programmes de recherche comme le PISA (*Programme for International Student Assessment*) par l'OCDE, que s'introduisent dans les systèmes scolaires l'idéologie managériale et ses maîtres-mots (le capital humain, la compétitivité, la qualité, l'employabilité ou encore l'inclusion sociale). PISA a notamment pour finalité d'élaborer des indicateurs d'évaluation des systèmes éducatifs, révélant le passage « d'indicateurs de ressources à des indicateurs de résultats » ou encore de performance. Enfin, les différentes formes de décentralisation de l'enseignement que connaissent les pays européens marquent non seulement un changement organisationnel et idéologique mais aussi « une vraie révolution éthique », qu'illustrent terriblement les paroles de ce directeur d'une école primaire anglaise, affirmant qu'il « ne faut jamais négliger une occasion de gagner de l'argent » alors qu'il « venait de vendre à un agent immobilier de la région le droit d'apparaître en lien sur le site internet de son école ».

5 À l'étude des différentes formes de décentralisation de l'enseignement suit celle des différentes formes de privatisation (chapitre IV). Les auteurs en distinguent précisément cinq : son externalisation ; sa commercialisation ; le développement du soutien scolaire (ou de l'éducation parallèle) ; le développement du financement privé (soit la survivance des écoles privées) ; et enfin l'économicisation de l'enseignement. Toutes ces formes de décentralisation s'inscrivent dans une même conception de l'enseignement, celle de « l'edubusiness ». Corrélativement à ces formes de décentralisation, le néolibéralisme s'internalise aussi au cœur des modèles d'enseignement, soit dans la pédagogie, la construction des programmes ou encore au niveau des procédures d'évaluation et de sélection des élèves (chapitre VI). Parmi les idées clés des auteurs, relevons la dépossession du corps enseignant de leurs capacités à imaginer et expérimenter de nouvelles techniques éducatives et pédagogies.

6 Si les politiques néolibérales de l'enseignement promeuvent une culture du résultat qui aurait fait défaut aux mouvements progressistes d'après-guerre, il s'avère que ses "résultats" sont pour l'instant désastreux concernant la diminution des inégalités sociales (chapitre V). La hiérarchie des établissements scolaires et corrélativement des groupes sociaux s'y trouve exacerbée et encourage plus que jamais les stratégies d'exclusion et de discrimination des parents, transformés en managers de l'éducation de leurs enfants, qu'ils doivent ainsi "placés" le mieux possible sur le marché de l'enseignement. Les auteurs ne manquent pas de souligner que ce processus s'accompagne d'une forte « racialisation de l'inégalité ».

7 L'ouvrage se clôt sur un chapitre consacré aux résistances collectives au néolibéralisme de l'enseignement. Après avoir réalisé un état des lieux des principales forces et formes de contestation (une place prépondérante est donnée à la France et à l'Italie, principaux lieux de manifestation), les auteurs questionnent les avancées de tels mouvements. S'ils relèvent alors « un début, certes timide, d'euphorisation de la résistance d'inspiration antilibérale » et notent le surgissement d'alliances de classe entre une jeunesse du précaire et les travailleurs du secteur public, ils relèvent aussi les difficultés d'accompagner les discours critiques par des programmes d'action et interrogent les effets durables sur le rapport de forces et les politiques éducatives à venir de tels mouvements de contestation.